

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 65 Mai 2009

M. X : « refonder la gauche »

Dans le plus grand secret, Citoyen du Monde à Montrouge (CMM) a pu rencontrer M. X, qui lui a accordé une interview. M. X est dissimulé dans un grand manteau, et derrière d'épaisses lunettes noires. Un appareil permet de modifier sa voix. Impossible même de savoir si sous ce nom se cache un homme ou une femme...

CMM : la colère provoquée par la politique menée par la droite depuis sept ans, et aggravée par ce Président qui favorise toujours plus les plus riches, devrait ouvrir un boulevard à la gauche. Or ce n'est pas ce qu'on observe...

M. X : Oui, nous vivons une période tout à fait paradoxale.

Dans ses profondeurs, la société française aspire à plus d'égalité. Depuis 1981, une série d'enquêtes explore les changements de mentalité des Français dans tous les domaines. Pour la première fois en 2008, ceux-ci donnent la **priorité à l'égalité par rapport à la liberté**. Les tentatives de Sarkozy pour discréditer l'aspiration à plus d'égalité en l'affublant du nom d'« égalitarisme » n'y ont rien fait.

La France souffre. Les entreprises de l'industrie et des services détruisent un nombre record d'emplois (141 000 en 2008, et probablement 387 000 au cours du premier semestre 2009). On compte 243 300 chômeurs de plus sur le premier trimestre 2009. Le chômage des jeunes explose, il avait déjà dépassé 21 % chez les 15-24 ans à la fin 2008.

Et pourtant, on ne note pas, si on en juge aujourd'hui par les sondages, de courant massif en faveur de la gauche.

C'est qu'une refondation est nécessaire.

La crise a dynamité les dogmes constitutifs de l'Union européenne que sont la concurrence « libre et non faussée » et la **dérégulation**. La social-démocratie européenne a largement adhéré à ces dogmes, au point de participer à une cogestion avec la droite (le PPE). En 2004, le PS français avait promis de mettre fin à la **cogestion PPE-PS** : c'est le contraire qui s'est produit. Ces deux groupes ont voté dans le même sens sur 97 % des votes.

Tout récemment, par exemple, les élus européens du PS ont fait corps avec le Parti socialiste européen pour approuver (avec le PPE et les élus du MoDem) le saucissonnage des entreprises historiques d'électricité telles qu'EDF : la séparation entre les réseaux de transmission et les activités de production (seuls, Anne Ferreira et Marie-Noëlle Lienemann ont voté contre, et Benoît Hamon et Harlem Désir se sont abstenus).

Il ne faut donc pas s'étonner si la social-démocratie perd du terrain en Europe. Elle s'est trop laissée influencer par le libéralisme. Plus que jamais, il est clair que **le capitalisme produit inévitablement une inégalité d'une violence inouïe, insoutenable, injustifiable, et qui menace nos valeurs démocratiques essentielles**.

Au fond, par certains aspects, la situation politique en France s'apparente à celle du début des années 1970. La gauche française était dans l'opposition depuis plus d'une dizaine d'années. La SFIO s'était discréditée par sa politique à l'égard de l'Algérie. De nombreux socialistes l'avaient quittée. On observait un certain éparpillement des forces (le PSU, les clubs, ...).

La refondation a commencé par la naissance d'un nouveau parti, le PS, sur les décombres de la SFIO, en regroupant les socialistes, puis s'est poursuivie avec la stratégie d'union de la gauche, de toute la gauche.

Aujourd'hui, il paraît clair qu'**il ne peut y avoir de majorité de gauche sans les socialistes** ; mais aussi que le PS a perdu de son crédit, à cause du social-libéralisme dominant en son sein. Beaucoup d'authentiques socialistes l'ont quitté (Chevènement, Mélenchon, et bien d'autres).

La nécessaire refondation doit s'appuyer sur une critique sans concession du libéralisme économique. A la droite décomplexée, il faut opposer une gauche décomplexée, une gauche qui s'assume comme telle, et n'a pas honte de défendre les salariés, les exclus et les pauvres. Et qui prenne enfin réellement au sérieux la question écologique (réchauffement climatique, chute de la biodiversité, épuisement des ressources fossiles).

Oui, il faut trouver le chemin pour un nouveau Front populaire, un Front de gauche.

(M. X a bien voulu citer les sources de ses informations : Le Monde 24, 25, 29 avril, 12, 13, 14 mai ; Politis 14 mai)

Bonnes nouvelles

La Banque mondiale soutient pour la première fois un vaccin destiné aux pays pauvres. L'institution garantit le financement d'un traitement immunisant contre les pneumonies et méningites qui frappent les pays pauvres (le pneumocoque est responsable de la mort de 800 000 enfants par an).

Ce vaccin existe en théorie, mais les laboratoires pharmaceutiques rechignent à le fabriquer. Son coût, compris entre 71 et 84 \$ la dose aux Etats-Unis, est en effet jugé beaucoup trop élevé pour être vendu dans les pays pauvres. Six pays donateurs se sont engagés à apporter un total de 1,5 milliard de dollars de subventions aux laboratoires ; et la Banque mondiale a promis de se substituer à ces donateurs s'ils venaient à faire défaut.

Si cette « première » réussit, la Banque mondiale pourrait l'étendre à la mise au point d'un vaccin contre le paludisme, par exemple. (*Le Monde, 14 mai*).

Jeu. Définitions de mots croisés : 1. dans l'entourage de Ramsès et de Toutankhamon (10 lettres). 2. un regard approfondi sur le passé (8 lettres). *Réponses en page 4.*

Justice et mémoire

Un officier serbe condamné à 17 ans de prison pour le massacre de Vukovar par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Ancien officier de l'armée yougoslave, Veselin Sljivancanin a été reconnu coupable de crimes contre l'humanité commis à Vukovar (Croatie) en 1991. Au moins 120 prisonniers avaient été massacrés. Le massacre de Vukovar est l'un des épisodes les plus effroyables de l'épuration ethnique en ex-Yougoslavie. (*Le Monde, 7 mai*).

La fin du pétrole

Le prix du baril de pétrole remonte et approche des 60 \$ (après être tombé en dessous des 40 \$ en novembre).

Monde

Pandémie : l'égoïsme est la pire des politiques. Les spécialistes de santé publique ne se demandaient pas s'il y aurait un jour une pandémie, mais **quand** elle surviendra. Nous y sommes. Le virus H1N1 a fait son apparition, il ne disparaîtra pas de sitôt.

Des chercheurs ont développé un modèle de propagation d'épidémie, en testant trois hypothèses : on n'utilise pas d'antiviraux ; chaque pays utilise ses stocks d'antiviraux égoïstement en les réservant à sa propre population ; les pays les plus riches envoient une petite part –de l'ordre de 10 % à 20 % - de leurs réserves aux premiers pays touchés par l'épidémie. C'est le troisième scénario qui est le plus efficace, pour toutes les populations. Par rapport aux résultats donnés par une gestion « égoïste », le nombre de cas mondial peut être divisé par 10 à 1000 selon le pays et la saison au cours de laquelle se déclenche l'épidémie. De plus, grâce à ce mode de gestion, la survenue du pic épidémique peut être décalée dans le temps d'au moins un an. Ce délai peut s'avérer crucial car il permet de développer et de produire un vaccin dans le cas des virus grippaux comme le H1N1.

Heureusement, on observe, dans le suivi de la maladie, une grande vigilance, et une grande volonté de coopération, de la part de l'Organisation mondiale de la santé. (*Le Monde, 2 mai*). [Pour toutes les grandes questions qui intéressent le sort de l'humanité- réchauffement climatique, épuisement de la biodiversité, épuisement des ressources fossiles, surpopulation, et bien sûr les questions de santé, le chacun pour soi et le laisser-faire érigés en dogmes par le libéralisme économique sont des réponses dramatiquement inadaptées. JPA].

Europe

L'Italie viole le droit d'asile. L'Union européenne détourne pudiquement les yeux. 500 Africains et Asiatiques qui tentaient de traverser la Méditerranée ont été secourus par la marine italienne, puis débarqués non pas sur le territoire italien, comme c'était le cas jusqu'à présent, mais ... en Libye, le pays où ils avaient embarqué. Au mépris des principes fondateurs de l'Union, dont le principe de l'examen individuel des demandes de séjour formulées par des étrangers, l'Italie a demandé à la Libye de participer à la lutte contre l'immigration clandestine, en contrepartie d'investissements de 5 milliards de dollars sur vingt ans pour des infrastructures de base qui seront réalisées par des entreprises italiennes. La Libye n'est pas signataire de la convention des Nations unies sur les réfugiés. Elle a également souvent été critiquée pour les mauvais traitements infligés à des immigrés sud-sahariens.

Le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'est dit « sérieusement inquiet ».

Jacques Barrot, commissaire européen à la justice, déclare que « les migrants doivent trouver des points d'accueil dans tout le Maghreb ». Les défenseurs du droit d'asile dénoncent une hypocrisie européenne. (*Le Monde, 16 mai*).

France

Une très grave atteinte à la laïcité. Depuis 1880, l'Etat avait le monopole des diplômes. Tête-à-Claques remet tout ça en cause.

Dans son discours à Saint-Jean-de-Latran, où il plaçait le prêtre au-dessus de l'instituteur pour « la transmission des valeurs », il avait aussi regretté que la République ne reconnaisse pas la « valeur des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur catholique ». Des accords entre la France et le Vatican ont été signés dans la

foulée, en catimini, le 18 décembre 2008. Et le décret vient d'être publié (JO du 19 avril 2009), qui prévoit « la reconnaissance mutuelle des diplômes de l'enseignement supérieur délivré sous l'autorité compétente de l'une des parties ». Autrement dit, **la République française reconnaîtra des diplômes délivrés sur le sol français par des établissements de l'Eglise.**

« C'est un des fondements de la laïcité de l'enseignement qui est mis en cause, car celle-ci repose sur la collation des grades par les universités publiques », déclare Jean Baubérot, professeur à l'École pratique des hautes études, qui souligne qu'« on donne une possibilité de pression du Saint-Siège sur les instituts catholiques » ; et qui rappelle que le Vatican « a refusé, par le passé, de nommer des professeurs dont les idées ne lui plaisaient pas. Qu'advient-il des formations médicales ou de bioéthique qui développent une approche scientifique des religions ? ». (*Le Monde*, 2 mai, 12 mai). [Décidément, dans tous les domaines, nous avons bien le Président et le gouvernement les plus réactionnaires depuis Pétain...]

Dans le même temps, mieux inspiré, Barack Obama a annoncé que, cette année, contrairement à la tradition, la Maison Blanche ne fêterait pas la journée nationale de la prière. Le signal donné par la Maison Blanche est un vrai acte de laïcité. (*Caroline Fourest*, *Le Monde*, 9 mai). Et les Berlinoises, consultés par référendum, ont repoussé le projet (pourtant soutenu par Angela Merkel) d'inscrire les cours de religion au programme des écoles publiques. (*Le Monde*, 28 avril).

Arbitraire et intimidation. L'affaire des sabotages de voies SNCF, vous vous souvenez ? C'était il y a six mois. Une bande de dangereux « terroristes » arrêtés à grand spectacle, à Tarnac. Puis, pffft... ! Un dossier apparemment inconsistant. Les « terroristes » relâchés... sauf un, Julien Coupat. Un juge des libertés et de la détention avait ordonné sa libération, dès le 19 décembre, estimant « que la détention provisoire de l'intéressé n'apparaît pas aujourd'hui indispensable à la manifestation de la vérité, qu'il offre toutes garanties de représentation ». Mais le parquet s'était opposé. Et Julien Coupat reste en prison, sans même, en dépit de la jurisprudence européenne, avoir été autorisé à étudier son dossier. Pourtant, que prévoit le code de procédure pénale ? « La personne mise en examen, présumée innocente, reste libre ». ..(*Le Monde*, 29 avril).

Tessa Polak, membre active d'un comité de soutien aux mis en examen de Tarnac, a été placée en garde à vue 72 heures, puis relâchée sans aucune charge. Elle circulait en voiture dans le XX^{ème} arrondissement de Paris. « Je me suis retrouvée avec un pistolet sur la tempe tandis que deux autres me braquaient de face. J'ai cru à un car-jacking ». Chez elle, les enquêteurs découvrent – bingo !- deux piles du livre « l'insurrection qui vient » (livre collectif et anonyme, en vente libre –éditeur Eric Hazan-) (*Le Monde*, 12 mai). [Tiens, ça donne envie de le lire, ce livre !...].

Retraités : comment bien tirer parti de sa retraite (et pour les autres, comment bien tirer parti de son temps libre).

Dynamiques et motivées, elles n'ont pas le temps de s'ennuyer, Claire, 71 ans, et Isabelle, 70 ans ! Leur parcours et leurs actions de « désobéissantes » sont racontées, dans *Politis* (4 mai), de même que ceux de Gaëlle et Annouk (qui, elles, ont 20 et 27 ans). « Je pense qu'il y a trop de publicités. Je veux agir contre ce phénomène », dit l'une. « C'est simple et libérateur de désobéir », dit l'autre (qui ajoute « refuser, c'est se respecter »). Une autre, par ailleurs militante d'Attac, trouve que cette organisation « ne touche qu'une frange limitée de la population. Son discours est trop complexe pour être accessible à tous. » Elle effectue donc en plus « des actions avec les collectifs tels que Sortir du nucléaire ou la Brigade activiste des clowns ». Antipub, antinucléaire, anti-OGM, antiguerre... Comme le dit l'une des « désobéissantes », « il est très important de bien connaître les différents enjeux de l'action que l'on peut me proposer ou que je pourrais initier, pour être sûre d'être bien en adéquation avec ses objectifs ».

Non au bisphénol A (BPA) dans les biberons. « Il n'y a aucun doute sur la dangerosité du BPA », selon André Cicoella, porte-parole du Réseau environnement-santé (RES), « particulièrement pour les nouveaux-nés, en raison de son caractère de perturbateur endocrinien ». « Le BPA est suspecté dans les grands problèmes de santé : cancer, diabète, obésité, atteinte de la reproduction... Les dernières données du BPA sur les neuroblastomes, qui sont parmi les cancers pédiatriques les plus fréquents, vont dans ce sens ». La Ville de Paris a décidé de ne plus acheter de biberons avec du bisphénol A pour ses crèches. (*Le monde*, 22 avril). [Et à Montrouge, qu'en est-il ? Y a-t-il un lecteur de CMM qui pourrait nous renseigner ? JPA]

Le Grand Paris. Quelques bonnes idées glanées à propos du débat sur le futur Grand Paris. D'abord, se situer dans la perspective de l'après-Kyoto : cela signifie penser les transports, les logements et l'organisation de la ville en fonction des nécessaires économies d'énergie. Densifier les espaces bâtis. Réhabiliter plutôt que de détruire. Réformer certaines règles d'urbanisme trop contraignantes afin de donner aux Franciliens la possibilité d'agrandir leurs logements [et de financer ainsi leur isolation - commentaire JPA]. Rhabiller et rendre plus vivables les tours austères des années 1970. Dissimuler, sous la verdure des parcs, de véritables centrales de proximité pour le traitement des déchets et la production de chaleur et d'énergie. Multiplier les jardins suspendus. Entourer l'agglomération d'une ceinture verte qui limite son extension et met en scène ses contours ; et où les cultures céréalières sont remplacées par des cultures vivrières. Reste la question de la gestion démocratique : une collectivité de 6 millions d'habitants, regroupant l'actuel Paris et la petite couronne ? ou à l'échelle de l'agglomération ? et quel partage des rôles avec la région Ile-de-France ? (voir notamment *Le Monde* 2 du 25 avril)

Hauts-de-Seine. **Charles Pasqua** est renvoyé devant la Cour de justice de la République. L'ancien ministre de l'intérieur cumule les poursuites pénales : complicité et recel d'abus de biens sociaux, abus de confiance, financement illégal de campagne électorale, trafic d'influence et corruption. Les dossiers dans lesquels il est mis en cause portent aussi bien sur les casinos, **l'immobilier des Hauts-de-Seine**, les ventes d'armes ou les barils de pétrole (Pétrole contre nourriture en Irak). (*Le Monde*, 8 mai).

Montrouge

Mohamed Allouche a été expulsé vers la Tunisie le jeudi 7 mai à l'aube. Arraché à sa femme, Nadia, sourde, employée à mi-temps à la maison de retraite et à son fils Noufel, 10 ans, en CM2 à l'école Rabelais, tous deux Français. Cette expulsion a scandalisé les enseignants et les parents des écoles Maternelle et élémentaire Rabelais, dans lesquelles Noufel a fait toute sa scolarité, mais aussi les voisins de son HLM, rue Emile Boutroux qui se sont spontanément regroupés dans la rue quand ils ont appris la nouvelle. En tant que père et époux de Français, Mohamed Allouche aurait dû recevoir un titre de séjour. Maintenant, le but est de faire revenir Mohamed Allouche, et pour cela, il faut faire pression afin qu'il obtienne un visa le plus rapidement possible pour pouvoir retrouver sa femme et son fils. Une pétition est en circulation (contacter matthieu.fradelizi@univ-mlv.fr).

ATTAC 92 a le plaisir de vous inviter à une réunion publique, gratuite et conviviale, le jeudi 4 juin, à 20h30, à la Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand, à Montrouge (salle de réunion 15), sur le thème « **L'eau, un bien public** », avec **Anne Le Strat**. Adjointe au maire de Paris chargée de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des canaux, et présidente d'Eau de Paris.

Courrier des lecteurs

BK merci pour cet excellent numéro, ils le sont tous.

JPD : Ce n'est pas l'ultra-libéralisme qui est en cause, c'est simplement le libéralisme, lequel induit "la liberté du plus fort", et tant pis pour les autres ... Il faudra que l'on passe par un effondrement du système actuel avant d'envisager un changement de paradigme. Le paradigme d'aujourd'hui nous dit qu'il n'y a rien au-dessus de *la liberté*. Or la liberté nous mène lentement mais sûrement au chaos. La liberté surveillée, ça ne marche pas non plus parce que l'on trouve toujours le moyen de contourner la loi (cf les paradis fiscaux, les hedge funds ...). L'égalitarisme prôné par le communisme ne marche pas : il n'y a pas un seul pays qui l'a essayé qui prouve le contraire. Mon point de vue est qu'il faut une réflexion de fond qui conduise à adhérer à une valeur autre que la liberté si l'on veut bâtir une société pour tous, sans tricher. Il faut aller jusque là. Je n'ai pas la solution, mais le vrai débat se situe au niveau des valeurs et d'une adhésion collective à un paradigme. Sur le plan économique, imposer le même fonctionnement au monde entier, c'est mettre beaucoup de pays "hors course", alors que, établir des lois et des protections à l'échelon des sous-continentes, Europe, Alena, Asean, Afrique, Chine ... me paraît plus juste. Actuellement, la crise est seulement une alerte avant qu'un jour on subisse vraiment le chaos. Les mesures prises par le G20 ne sont que du replâtrage, le G20 n'est même pas capable de supprimer les paradis fiscaux ! Les riches essaient de sauver l'essentiel de ce qu'ils ont. On continue à bâtir notre société sur du sable mouvant, on ferme les yeux sur cette évidence ... Est-on capable de faire mieux que de vivre au jour le jour ?

JF : le truc de Ziegler du "sans problème pour 12 milliards d'individus", je n'y crois absolument pas! On devrait plutôt revenir à 4-5 milliards à la fin du siècle au vu de la baisse drastique des ressources pétrolières et de la dégradation terrible de l'humus des sols. Certes on peut ne serait-ce qu'avec 80 milliards par an (0.2% du fichu Pib) résoudre tous les problèmes pour sortir les gens du Sud de la misère (assainissement de l'eau, accès à l'eau, éducation, alimentation de base équilibrante...) Mais les banques et la vieille économie mécano-industrielle semble bien plus importants aux yeux de la gouvernance internationale. > <http://www.lesauvageon.org/spip.php?article739>

Autre truc: la limite des émissions des **antennes relais** et des **téléphones portables**.. Ca ne devrait pas dépasser 1V/m, or en transports collectifs les portables émettent du 4V/m voire plus à chaque changement d'antennes relais! De plus, Paris et villes environnantes n'ont engagé aucune mesure urbaine à ce niveau, contrairement à quelques villes pilotes comme Besançon où un employé municipal effectue des mesures dans toute la ville pour avertir des anomalies (>1V/m). Avant le Grenelle on était sur un maximum de 41 à 5V/m (une hérésie), pas étonnant qu'on n'ait rien fait pendant plus de dix ans d'emballage... Les assocés Robins des Toits et autres agissent pour faire avancer l'état des lieux avec les opérateurs mais ceux-ci sont protégés par le gouvernement et sortent des textes manipulateurs qui ne servent à rien (interdiction des pubs vers les moins de 12 ans alors que le portable devrait être interdit aux moins de 18 ans) où tout est relativisé, évidemment. Il ne faut pas téléphoner en transports mais la RATP l'a permis partout: un scandale, qui finira certainement avec une cata sanitaire.

BL : il devient nécessaire - aussi, et ce de toute première urgence - de dire d'abord que :

- a) l'agriculture, dès sa naissance, a contribué à réduire drastiquement la diversité alimentaire des populations, et ceci sous tous les ciels et par tous les temps !
- b) que l'installation des cultures de rentes dans les régions intertropicales de la planète s'est effectuée au détriment des cultures vivrières locales - et AUSSI ne l'oublions pas - de la cueillette spontanée (fréquente encore dans les années 1950...).

Jeu : réponses aux questions posées page 2 :1. bandelette ;. 2. autopsie (merci à Télérama).

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.